\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Md Asaduzzaman
Attorney General of Bangladesh
Office of the Attorney General
Bangladesh Supreme Court area
Shahabagh
Dhaka-1000
Bangladesh

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le procureur,

**Je vous écris pour vous faire part de ma profonde inquiétude face à la récente vague de répression contre les manifestant·e·s au Bangladesh. Outre les plus de 400 manifestant·e·s tués et les milliers de blessés, plus de 10'000 autres personnes auraient été arrêtées ou maintenues en détention de manière arbitraire ces dernières semaines**. La première revendication exprimée lors de ces manifestations portait sur un recrutement équitable au sein de la fonction publique, par le biais de la suppression du quota de 30% alloué aux descendant·e·s d’anciens combattants.

Parmi les personnes appréhendées figure **Rony Sheikh**, 18 ans, arrêté le 22 juillet alors qu’il préparait ses examens. Rony Sheikh n’a pas reçu la visite de membres de sa famille, ni de son avocat depuis son arrestation. Le couvre-feu assorti de l’ordre de «tirer à vue» instauré a empêché sa famille de tenter de se présenter à la police afin de vérifier s’il était possible de lui rendre visite. Rony Sheikh a été cité dans une plainte collective et a été inculpé de réunion illégale, d’agression avec intention de tuer et de coups et blessures. Selon sa famille, les avocats éprouvent des difficultés à rendre visite à Rony Sheikh. Si certains des manifestant·e·s qui ont été arrêtés ont été libérés depuis lors, la plupart d’entre eux sont maintenus en détention.

Le droit à la liberté de réunion pacifique est un droit humain, et ces arrestations de masse et détentions arbitraires de manifestant·e·s constituent une violation alarmante de ce droit. J’exhorte donc les autorités bangladaises à:

* **Libérer immédiatement Rony Sheikh et tous les autres manifestant·e·s illégalement détenus uniquement pour avoir exercé leurs droits fondamentaux.**
* **Veiller à ce que tous les manifestant·e·s arrêtés pour une infraction reconnaissable bénéficient d’un procès équitable dans les meilleurs délais.**
* **Permettre immédiatement que les familles et avocats de personnes arrêtées puissent leur rendre visite, et veiller à ce que le sort de chaque personne en détention soit communiqué d’urgence à ses proches.**
* **Mettre fin à la torture en détention et aux autres formes de mauvais traitements.**
* **Mener sans délai une enquête approfondie, efficace, indépendante et impartiale sur les décès et les blessures survenus pendant la répression. Les personnes reconnues responsables de l’usage illégal de la force doivent être amenées à rendre des comptes**

Veuillez agréer, Monsieur le procureur, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République populaire du Bangladesh, Rue de Lausanne 65, 1202 Genève

Fax: 022 738 46 16, E-mail: permanentmision.geneva@mofa.gov.bd